

Mandat de l'UDC Suisse :

La catastrophique pénurie d'électricité doit être évitée !

La Suisse risque de manquer d'électricité en 2024 déjà, ce qui apportera son lot de conséquences désastreuses pour tous les habitants de notre pays. Les délégués de l'UDC Suisse donnent dès lors mandat à la direction du parti afin que ce dernier puisse entreprendre tout ce qu'il peut pour garantir un approvisionnement énergétique sûr, indépendant et bon marché en Suisse.

La Stratégie énergétique 2050 est un échec. Les principaux représentants de l'économie, de la Confédération et de la science arrivent aux mêmes conclusions : une pénurie d'électricité représente la plus grande des menaces pour notre pays et sera une réalité d'ici 2 ou 3 ans, selon la Confédération.

La catastrophe contre laquelle l'UDC a pourtant mis en garde depuis longtemps se réalisera. **Une pénurie d'électricité impacterait directement et très négativement notre existence**, que nous parlions des habitantes et des habitants, des emplois ou de la prospérité de la Suisse et les répercussions sur notre pays seraient bien pires que celles de la crise Covid. Une telle pénurie affecterait durement tous les habitants du pays, car sans électricité, c'est toute la société qui s'effondre ; les denrées alimentaires et les produits de consommation courante se feraient plus rares, l'approvisionnement monétaire ne seraient plus garantis, quant à pouvoir se chauffer, se doucher et bien d'autres choses basiques similaires, cela ne serait plus possible que de façon limitée et rationnée.

Afin d'éviter cette catastrophe au demeurant prévisible, les délégués de l'UDC Suisse confère le mandat à la direction du parti d'entreprendre tout ce qu'il peut pour garantir un approvisionnement énergétique indépendant et bon marché en Suisse. L'UDC Suisse doit s'engager afin que le Conseil fédéral :

- **nomme sans attendre (d'ici l'été 2022) d'un Général de l'électricité** dont la mission est d'élaborer diverses solutions afin de garantir un approvisionnement électrique sûr, indépendant et bon marché ;
- **reporte les objectifs de réduction de CO2** au profit d'une sécurité dans l'approvisionnement énergétique national ;
- **mette à contribution des cantons et des villes**, qui mettent en péril la sécurité de l'approvisionnement à travers **leur politique énergétique irresponsable**. Concrètement, **si un rationnement de l'électricité doit être mis en place, il doit d'abord concerner des cantons comme Zürich ou Bâle-ville**, leurs politiques énergétiques favorisant grandement les risques d'une situation de pénurie (ex. interdiction des chauffages à mazout).